Labelliser le patrimoine du XX^e siècle : stratégies et méthodes à travers l'exemple des Drac Île-de-France et Occitanie (Languedoc Roussillon et Midi-Pyrénées)

Label the heritage of the 20th century: strategies and methods through the example of Drac Île-de-France and Occitanie (Languedoc Roussillon and Midi-Pyrénées)

Michèle François et Valérie Gaudard

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/pds/766>

DOI : 10.4000/pds.766

ISSN : 2494-2782

Éditeur

Conseil régional Occitanie

Référence électronique

Michèle François et Valérie Gaudard, « Labelliser le patrimoine du XX^e siècle : stratégies et méthodes à travers l'exemple des Drac Île-de-France et Occitanie (Languedoc Roussillon et Midi-Pyrénées) », *Patrimoines du Sud* [En ligne], 9 | 2019, mis en ligne le 01 mars 2019, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/pds/766> ; DOI : 10.4000/pds.766

Ce document a été généré automatiquement le 1 mai 2019.

La revue *Patrimoines du Sud* est mise à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Labelliser le patrimoine du XX^e siècle : stratégies et méthodes à travers l'exemple des Drac Île-de-France et Occitanie (Languedoc Roussillon et Midi-Pyrénées)

Label the heritage of the 20th century: strategies and methods through the example of Drac Île-de-France and Occitanie (Languedoc Roussillon and Midi-Pyrénées)

Michèle François et Valérie Gaudard

- 1 En 1999, le ministère de la Culture et de la Communication propose la mise en place d'un nouvel outil pour permettre la reconnaissance et la sauvegarde des constructions élevées au cours du siècle qui s'achève. Le label « Patrimoine du XX^e siècle » est une déclinaison nationale de la recommandation du conseil de l'Europe sur la prise en compte de l'architecture du XX^e siècle¹. Ce dernier évoque, pour la conservation de ce patrimoine « moins reconnu », une absence d'intérêt « en raison de sa proximité dans l'Histoire, de l'abondance de ses témoignages et de son caractère hétérogène » et sa crainte de « pertes irréparables »². Le label mis en place par la France vise à appeler « l'attention des décideurs, des aménageurs, mais aussi et surtout de ses usagers et du public sur les productions remarquables de ce siècle »³ (fig. 1).

Fig. 1

Plaque signalétique créée par CANAL, atelier d'architecture, portant le logo du label « Patrimoine du XX^e siècle »

© CANAL, atelier d'architecture

- 2 Chargées de mettre en place le label, les directions régionales des affaires culturelles (Drac), services déconcentrés du ministère de la Culture, ont à cette date déjà construit, chacune à sa manière, leur approche de la préservation du patrimoine du XX^e siècle. Elles s'emparent alors diversement du label, appliquant *de facto* des labellisations aux immeubles de ce siècle déjà protégés au titre des monuments historiques⁴ ou mettant en place de véritables stratégies pour répondre pleinement aux attendus de la directive nationale. À partir de nos expériences, il nous a paru intéressant de montrer la diversité de la mise en place du label dans trois Drac parmi d'autres, l'Île-de-France ainsi que Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées qui composent aujourd'hui la région Occitanie⁵. Pour chacune de ces Drac, il s'agit de montrer comment la connaissance de ce patrimoine, mais aussi ses particularités territoriales ont joué un rôle important dans le choix des méthodologies de sélection des œuvres à labelliser ainsi que la détermination de critères, et de présenter les résultats et les actions de valorisation menées pour faire connaître et apprécier ces créations architecturales récentes.

Le label « Patrimoine du XX^e siècle » en Île-de-France : gérer l'abondance

- 3 La Drac Île-de-France s'est emparée tardivement du label « Patrimoine du XX^e siècle », pour plusieurs raisons. Parmi les freins à l'action, il faut citer la question du pilotage de la mise en place du label entre différents services de la Drac, les interrogations liées à

l'opportunité de ce nouveau dispositif et un relatif scepticisme quant à son efficacité, l'ampleur de la tâche au vu du corpus concerné, le plus important de France en quantité et sans doute en qualité, mais surtout l'engagement pris de longue date par cette Drac et les membres de sa commission régionale du patrimoine et des sites (CRPS) en faveur du patrimoine du XX^e siècle. En effet, c'est sans doute dans cette région que l'on protège le plus grand nombre d'édifices contemporains au titre des monuments historiques : dans la première décennie du XXI^e siècle, selon les années, 50 à 70 % des protections concernent des édifices construits au siècle précédent. Ainsi, ce nouveau dispositif, dépourvu de dispositions contraignantes, étranger à la culture de la conservation régionale des monuments historiques (CRMH) dont l'action est liée à la protection, peinait à démontrer son intérêt au regard de ce qu'offre la législation sur les monuments historiques.

- 4 Cependant, au vu de l'enjeu que constitue la préservation de l'architecture contemporaine en Île-de-France, lié à la fois à l'ampleur de la production et aux évolutions urbaines et réglementaires constantes engageant sa conservation, la question de la mise en place du label était régulièrement posée à la Drac. Pilotée par la CRMH, la première expérience de labellisation y fut menée en 2004. Elle s'inscrivait dans la suite de l'étude menée par le groupe d'experts dirigé par Bernard Toulhier, conservateur du Patrimoine au département du pilotage de la recherche et de la politique scientifique du ministère de la Culture, qui avait produit une liste d'édifices du XX^e siècle repérés en bibliographie, inventaire devant servir de base à la constitution de propositions de labellisations. Selon la méthode suivie par ce groupe d'experts, on fit le choix de présenter tous les immeubles concernés regroupés par larges typologies. Les membres de la CRPS, devant lesquels fut présentée cette liste d'édifices, rejetèrent en bloc la sélection où voisinaient l'aérogare 1 de l'aéroport Roissy-Charles de Gaulle et la modeste mairie du 17^e arrondissement de Paris présentée à la demande de son maire, arguant de l'impossibilité à valider le choix d'édifices que rien ne rapprochait. De plus, nombre des immeubles retenus étaient candidats à la protection au titre des monuments historiques, brouillant de fait l'identité du label et réfutant du même coup la conception un temps énoncée du label comme « antichambre » de la protection. En effet, si la grande qualité de la plupart des édifices sélectionnés montrait toute la richesse des créations contemporaines franciliennes, la seule présentation des plus remarquables d'entre eux résultait d'une absence de sélection argumentée, selon l'esprit du label. La présentation de cette première liste en CRPS tourna donc court.
- 5 En 2008, toujours sous l'impulsion du service des monuments historiques, une nouvelle orientation fut prise. Un pilotage, un groupe de travail, un objectif furent mis en place. Trois orientations furent définies : selon les recommandations de la CRMH de la région PACA, procéder par thématiques typologiques, méthode propice à l'élaboration de critères de sélection⁶ ; cibler un patrimoine déprécié ou en danger, pour répondre parfaitement aux attendus de la directive européenne ; pour cette première campagne de labellisation, choisir un champ vierge de reconnaissance patrimoniale, éloigné de la protection au titre des monuments historiques afin d'éviter toute confusion entre les édifices labellisés et les édifices protégés. Le thème des ensembles de logements, nombreux dans cette région, s'est naturellement dégagé. À géométrie variable, le groupe de travail dirigé par la cellule protection était formé d'un premier cercle pérenne, garant de la cohérence de la démarche de labellisation et des choix des thématiques, et d'un second, composé de spécialistes de chaque thématique retenue. Le premier cercle était constitué d'agents de la Drac (conservation des monuments historiques, service

architecture, un architecte des bâtiments de France, chargé de faire le lien avec l'ensemble des services départementaux de l'architecture et du patrimoine de la région), de représentants du monde universitaire et de la recherche dans le domaine de l'architecture du XX^e siècle.

- 6 Pour les ensembles de logements, le second cercle du groupe de travail a permis d'associer des acteurs de terrain, des représentants des bailleurs sociaux, des experts. Le sujet fut restreint chronologiquement (1945-1975), son acception précisée (habitat collectif et individuel) et le corpus, basé sur les inventaires existants et la bibliographie, fut établi à partir des critères élaborés par le groupe de travail : histoire, forme urbaine, valeur d'usage, technique, style.
- 7 De façon exceptionnelle, la liste des ensembles de logements fut en premier lieu présentée devant les membres de la délégation permanente de la CRPS⁷ pour en valider les orientations et s'assurer de l'adhésion des membres, à la fois pour ne pas risquer de réitérer l'expérience malheureuse de 2004 mais surtout pour interroger la commission sur le bien-fondé à distinguer ces ensembles de logements d'après-guerre, constructions parmi les plus décriées du XX^e siècle.
- 8 La méthodologie proposée a conduit à la labellisation d'une première série d'immeubles, quarante ensembles de logements en 2010 (fig. 2, 3), puis d'une seconde série de soixante-quinze lieux de culte en 2011 (fig. 4, 5). Les critères peuvent être adaptés ou précisés selon le thème retenu : pour les édifices religieux, la qualité et l'originalité du décor furent ajoutés et la valeur d'usage exclue.

Fig. 2

Paris (19^e arrondissement), ensemble Les orgues de Flandres
F. Margo-Schwoebel © DRAC Île-de-France

Fig. 3

Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine), Le point du jour
F. Margo-Schwoebel © DRAC Île-de-France

Fig. 4

Exemple de lieu de culte
© DRAC-CRMH Occitanie

Fig. 5

Saint-Cloud (Hauts-de-Seine), église *Stella matutina*
C. Vignes-Dumas © DRAC Île-de-France

- 9 La méthode choisie a été vertueuse : elle a permis de labelliser un grand nombre d'édifices, d'associer largement les services patrimoniaux de l'État et des collectivités, de créer des synergies avec l'université et les chercheurs, de valoriser l'action de l'État par des présentations en CRPS, des publications, des journées d'études, des expositions, actions relayées par la presse généraliste et spécialisée⁸ (fig. 6 et 7). Un partenariat pérenne s'est développé avec l'éditeur Beaux-Arts pour la publication de chaque campagne de labellisation, avec diffusion en kiosque au plus près du public concerné pour un prix inférieur à 15 €. Elle a également permis d'impliquer les acteurs de terrain, répondant ainsi à l'objectif visé de sensibilisation du public à cette architecture mal aimée⁹.

Fig. 6

Première de couverture de : 1945-1975. *Une histoire de l'habitat. 40 ensembles « Patrimoine du XX^e siècle »*

J.F. Peiré © DRAC-CRMH Occitanie

Fig. 7

Première de couverture de : 1905-2000. Les édifices religieux du XXe siècle en Île-de-France. 75 lieux de culte « Patrimoine du XXe siècle »

J.F. Peiré © DRAC-CRMH Occitanie

- 10 Depuis 2016, la Drac Île-de-France a conduit trois nouvelles campagnes, toutes thématiques, fondées sur des partis méthodologiques diversifiés, adaptés aux sujets d'étude.
- 11 Une campagne vise à identifier les édifices et ensembles contribuant à structurer le territoire de la récente métropole du Grand Paris. L'établissement d'une critériologie et la sélection ont été confiés à un bureau d'études, la Manufacture du patrimoine, associé à un groupe de travail conduit par la Drac. Des critères dits généraux, divisés en critères primaires et complémentaires, ont été retenus. Pour la thématique étudiée, se sont ajoutés sept critères spécifiques répondant aux enjeux de « l'émergence et du rayonnement de la métropole »¹⁰. Les grands travaux présidentiels ont été concernés dans un premier temps, aboutissant à la labellisation de dix édifices en novembre 2016, avant une présentation plus large d'édifices emblématiques, retenus pour l'obtention d'un label « Architecture contemporaine remarquable »¹¹ en juin 2018.
- 12 De façon innovante, la Drac a conclu un partenariat avec l'école nationale supérieure d'architecture (ENSA) Paris-Belleville avec laquelle elle s'est associée dès l'élaboration du premier label (colloque, exposition, travaux avec l'IPRAUS). Le thème choisi, inscrit dans la droite ligne du précédent, s'attache à l'étude des villes nouvelles. Par son caractère récent et spécifique dans l'histoire de la planification urbaine, cet objet d'étude implique une nouvelle approche, menée dans le cadre d'une convention triennale de chaire partenariale avec l'ENSA Paris-Belleville. La méthodologie s'appuie sur la grille d'analyse habituellement employée par la Drac, enrichie pour inclure davantage l'espace public.

Des édifices de la ville d'Évry (Essonne), qui manifesta en 2016 son souhait de voir son patrimoine labellisé, ont été présentés en novembre 2018 aux membres de la commission régionale de l'architecture et du patrimoine (CRPA)¹² en vue d'une labellisation.

- 13 Enfin, le champ de l'architecture scolaire est abordé dès 2010. Au vu de l'immensité du corpus, la Drac a choisi en 2016 de s'attacher dans un premier temps aux lycées, en lien avec le service de l'Inventaire de la région Île-de-France¹³.

Le label en Languedoc-Roussillon : une succession d'opportunités

- 14 Dans ce territoire riche en monuments anciens, l'attention pour l'architecture du XX^e siècle s'observe dès les années 1980 avec la décentralisation. La commission régionale du patrimoine historique archéologique et ethnologique (Corephae) du 15 décembre 1986 a examiné les premiers dossiers¹⁴. Parmi des édifices de la première moitié du siècle, bénéficiant du recul et bien documentés, plus faciles à appréhender¹⁵, on peut citer les cliniques Saint-Charles à Montpellier, exemple d'architecture des années 1930, ornées des sculptures monumentales de Joachim Costa et des verrières d'Émile Brière, sauvées *in extremis* de la démolition. En l'an 2000, une campagne de protection thématique est lancée¹⁶, distinguant des bâtiments majeurs de l'entre-deux-guerres, comme le théâtre municipal de Carcassonne, le Palais des Arts et du Travail de Narbonne, le lycée technique Dhuoda à Nîmes, l'église Sainte-Thérèse à Montpellier mais également le centre d'apprentissage pour garçons, actuel lycée Mermoz à Béziers, œuvre de Pierre Jeanneret, à laquelle ont collaborés Jean Prouvé et Charlotte Perriand.
- 15 Plus récemment ont été inscrits au titre des monuments historiques, le centre de vol à voile de la Montagne Noire, à Labécède-Lauragais, haut lieu de formation des pilotes entre 1932 et 1980 ou des installations solaires en Cerdagne, liées à la personnalité de Félix Trombe dont les recherches aboutissent à la construction entre 1962 et 1968 par le CNRS du four solaire d'Odeillo à Font-Romeu-Odeillo-Via¹⁷.
- 16 Pourtant, cette architecture du XX^e siècle, représentant un nombre de réalisations jamais atteint, restait mal appréciée, mal aimée, mal vécue, et souffrait d'un manque de compréhension par ses habitants, les décideurs locaux et le public en général.
- 17 La Drac Languedoc-Roussillon s'empara réellement de ce sujet en avril 2008, en nommant un correspondant pour le label. Les dossiers étant présentés à la commission ayant à se prononcer sur les protections au titre des monuments historiques, ses membres, davantage habitués aux édifices anciens et à des problématiques de sauvetage ou de péril, durent faire évoluer leur vision. La nomination d'un plus grand nombre d'architectes parmi ses membres facilita la tâche des défenseurs du bâti de la deuxième moitié du XX^e siècle.

Des premières distinctions symboliques

- 18 La première labellisation est intervenue grâce à une sollicitation de l'association « Les 20 ans de Nemausus », avec l'accord de Vaucluse Logement, propriétaire de l'immeuble ; elle concerne l'immeuble de logement social de Nîmes, construit en 1986 par Jean Nouvel et Jean-Marc Ibos¹⁸ (fig. 8). Reconnaisant l'enjeu du label qui est de susciter un regard nouveau et positif sur l'architecture contemporaine, par un travail de communication

envers le grand public, la Ville de Nîmes a d'emblée intégré l'immeuble à sa signalétique patrimoniale et au circuit des visites guidées de l'office de tourisme¹⁹. La pose de la plaque officialisant l'obtention du label est intervenue en mars 2009.

Fig. 8

Nîmes (Gard), immeuble Le Nemausus
M. François © DRAC-CRMH Occitanie

- ¹⁹ Sur la suggestion de Bernard Toulhier, le deuxième label a concerné La Grande Motte (fig. 9). Il a été attribué à l'ensemble de la ville conçue par Jean Balladur dans les années 1967-1968, lors d'une commission organisée sur place le 19 janvier 2010. La Drac a très vite souhaité sensibiliser le grand public à cette architecture surprenante et mal considérée, en lui ouvrant sa collection gratuite DUO²⁰. La Ville a acquis la moitié du tirage des 7000 exemplaires imprimés, aujourd'hui épuisés. Elle a engagé une couverture médiatique et publicitaire autour du label, devenu une reconnaissance intéressante, porteuse de sens pour la population et dynamisante pour une collectivité soucieuse de modifier son image.

Fig. 9

La Grande Motte (Hérault), les « bonnets d'évêques » du quartier du Couchant
M. François © DRAC-CRMH Occitanie

2010-2016 : construction d'une stratégie grâce aux études

- 20 Delphine Christophe, conservatrice régionale des monuments historiques arrivée en 2010, a souhaité impulser un dynamisme à la labellisation en l'accompagnant d'une politique éditoriale de diffusion des connaissances. Le label, ne présentant ni contraintes ni avantages, à la différence d'une protection au titre des monuments historiques, nécessite donc essentiellement un travail de porter à connaissance : poses ou remises de plaque, publications, événements médiatiques. Un groupe de travail a été constitué début 2010 afin d'appuyer la Drac dans la sélection des édifices à labelliser. Il est composé de spécialistes de l'architecture et de l'histoire du XX^e siècle : universitaires, chercheurs, architectes, archivistes, chercheurs de l'Inventaire général, de l'école nationale supérieure d'architecture de Montpellier (ENSAM), des conseils d'architecture, d'urbanisme et d'environnement (CAUE), des architectes des bâtiments de France, représentant les différents départements. Une méthode a été définie afin de ne pas avoir à répondre au coup par coup à des demandes mais de mener de véritables programmes thématiques, des typologies architecturales ou des monographies d'architectes par exemple. Pour Delphine Christophe, l'objectif n'était pas d'établir de longues listes d'édifices mais d'en choisir certains, susceptibles d'attirer l'attention du public, et de développer des outils pour leur promotion.
- 21 Sous l'impulsion de Jean-François Pinchon, membre du groupe de travail, professeur d'histoire de l'art contemporain à l'Université Paul-Valéry de Montpellier et spécialiste de la Mission Racine²¹, le choix de poursuivre, après la Grande Motte, la labellisation des stations balnéaires de cette Mission²², a semblé d'emblée évidente, afin de faire sortir de

l'indifférence voire de la détestation ces ensembles urbains de la deuxième moitié du XX^e siècle, majeurs pour la région.

- 22 La labellisation d'édifices isolés ou de stations dans leur ensemble est débattue en groupe de travail. Dans un cas comme dans l'autre, la dénaturation de la qualité architecturale d'origine est soulevée. Deux points de vue s'opposent : doit-on labelliser uniquement ce qui est remarquable ou bien tenir un discours sur l'architecture, qu'il ait un écho ou non ? Les stations balnéaires du Cap d'Agde, Gruissan, Port Leucate et Port Barcarès sont présentées par Jean-François Pinchon en CRPS le 16 novembre 2010 ; chaque proposition est analysée et discutée.
- 23 Au Cap d'Agde, c'est l'ensemble du port Saint-Martin (quais, voirie et îlot d'habitation) construit par l'architecte Jean Le Couteur qui a été labellisé ; la médiation a pris notamment la forme d'un colloque sur l'histoire d'Agde²³. À Gruissan, l'unité touristique conçue par les architectes Pierre Gleize et Édouard Hartané (les immeubles sur le bassin principal du port et la capitainerie) a volontairement été dissociée du village et de son château médiéval²⁴ (fig. 10). La mise à disposition du grand public d'une connaissance universitaire²⁵ aide la direction de la station dans sa démarche de mise en valeur. À Port Leucate, station créée par Georges Candilis, le label a été attribué à deux villages de vacances et à un lotissement de villas²⁶. En juillet 2013, à l'occasion du centenaire de l'architecte, la municipalité a organisé une exposition sur le design ; elle a également lancé une étude en vue d'intégrer la station balnéaire dans l'AVAP en cours (fig. 11).

Fig. 10

Gruissan (Aude), station balnéaire de Gruissan

M. François © DRAC-CRMH Occitanie

Fig. 11

Leucate (Aude), station balnéaire de Port Leucate, village de vacances Les Carrats
M. François © DRAC-CRMH Occitanie

- 24 Jean-François Pinchon a également proposé au groupe de travail de s'intéresser au campus de la faculté des Lettres de Montpellier²⁷, édifié en 1969 par deux architectes montpelliérains dont l'œuvre n'était pas encore reconnue Philippe Jaulmes et Jean-Claude Deshons²⁸ (fig. 12).

Fig. 12

Montpellier (Hérault), campus de la faculté de lettres, université Paul-Valéry
Y. Comte © DRAC-CRMH Occitanie

- 25 En 2009, à l'occasion du cinquantenaire du quartier des Escanaux²⁹ célébré par la ville de Bagnols-sur-Cèze, l'ENSAM a organisé un workshop et une exposition inaugurée en présence des fils des architectes Candilis et Josic. Laurent Duport, architecte enseignant et membre du groupe de travail, a initié la labellisation de l'ensemble de la Ville nouvelle construite par l'équipe de Georges Candilis, Alexis Josic et ShaDrach Woods (fig. 13). La CRPS du 10 avril 2014 a entériné la labellisation du quartier des Escanaux et de la cité du Bosquet et a voté l'inscription au titre des monuments historiques de deux des villas de la cité du Bosquet.

Fig. 13

Bagnols-sur-Cèze (Gard), cité des Escanaux

J. Clier © DRAC-CRMH Occitanie

- 26 Patrimoine majeur dans une région viticole comme le Languedoc, les caves coopératives ont fait l'objet d'une étude du Service de l'Inventaire général³⁰ démontrant que ces bâtiments utilitaires, familiaux, fonctionnels et souvent répétitifs n'étaient pas encore un patrimoine reconnu.
- 27 Leur nombre est très important : « Un village, une coopé ». Entre 1905³¹ et 1965, 582 caves sont construites en Languedoc et en Roussillon, représentant près de 50 % du corpus français. Si leur conservation paraît d'un intérêt évident pour l'histoire locale et régionale, la disparition de nombre d'entre elles est malheureusement programmée du fait des regroupements et des constructions de nouveaux centres de vinification, plus loin des cœurs de villages et sur de nouveaux axes de circulation.
- 28 Les chercheurs de l'Inventaire, Jean-Michel Sauget, Michel Wienin, Thierry Lochard et Jean-Louis Vayssettes, ont proposé une sélection d'édifices les plus représentatifs, permettant aussi de dégager quelques figures d'architectes particulièrement actifs. Devant le nombre très important de caves dans l'Hérault, la difficulté à convaincre les coopérateurs et les projets de démolition, seuls les départements du Gard, de l'Aude et des Pyrénées-Orientales ont été traités. La CRPS s'est réunie le 14 février 2013, à la cave de Tavel et a choisi d'en labelliser une vingtaine, tandis que les caves de Tavel et de Saint-Théodorit, dans le Gard, ainsi que celle de Paziols, dans l'Aude ont été inscrites au titre des monuments historiques (fig. 14)³².

Fig. 14

Tavel (Gard), remise de la plaque Label « Patrimoine du XX^e siècle » au directeur de la cave et à son équipe

M. François © DRAC-CRMH Occitanie

- 29 Perpignan, qui est au niveau régional la ville la plus représentative d'un urbanisme concerté de la première moitié du XX^e siècle, avait fait l'objet d'une étude d'Inventaire³³. La thématique de son architecture privée ayant été retenue par le groupe de travail, une liste de plus de 70 maisons et immeubles a été examinée mais le nombre d'édifices, pour la grande majorité en copropriété, rendait difficile la mise en œuvre d'une labellisation. Une labellisation globale de la ville, à l'instar de La Grande-Motte, ne pouvait pas convenir pour ces réalisations disséminées dans le parcellaire. Avec la collaboration des différents partenaires (CRMH, Atelier d'urbanisme de la Ville, CAUE, service territorial de l'architecture (STAP)), une solution intermédiaire a été trouvée (fig. 15). La Drac a proposé à la Ville une labellisation plus globale sur le plan typologique et chronologique, avec une approche adaptée à la topographie historique, prenant en considération les principales opérations urbaines ainsi que des quartiers où l'architecture du XX^e siècle occupe une place importante (remparts Nord, remparts Sud, place Cassaynes). Huit édifices isolés³⁴ ont également été distingués. Enfin, le groupe de travail a souhaité ajouter, bien qu'il n'ait pas fait l'objet d'une étude historique et architecturale approfondie, le quartier du Moulin à Vent créé entièrement en 1962, qui présente une unité architecturale et paysagère préservée. Ville d'Art et d'Histoire possédant un service d'animation du patrimoine très actif, Perpignan a organisé des circuits et une signalétique spécifique sur le XX^e siècle, intégrée dans la signalétique de découverte de son territoire³⁵. Un ouvrage destiné aux enfants a également été publié³⁶.

Fig. 15

Perpignan (Pyrénées-Orientales), plan annexé à la décision préfectorale du 20 janvier 2015 avec localisation des quartiers et édifices labellisés

© DRAC-CRMH Occitanie

- 30 Les travaux du CAUE du Gard ont mis en lumière l'œuvre de deux architectes disparus la même année : Joseph Massota (1925-1989) et Armand Pellier³⁷. Ces recherches ont été présentées au groupe de travail par Anne-Marie Llanta, conseillère au CAUE. Parmi la centaine de réalisations³⁸ d'Armand Pellier³⁹, certaines ont été sélectionnées pour leur représentativité⁴⁰. Treize édifices ont été labellisés, dont une écrasante majorité de demeures privées, choix rendu possible grâce au travail de sensibilisation pour obtenir l'accord des divers propriétaires, tous fidèles à la mémoire de cette personnalité charismatique qui a laissé une empreinte forte sur leur mode d'habiter dans ses villas, dont deux ont été inscrites au titre des monuments historiques⁴¹ (fig. 16). L'agence du Crédit Agricole de Saint-Ambroix, le foyer municipal de Gallician et la Maison des Compagnons de Nîmes, également labellisés, sont davantage visibles. La valorisation de l'opération a pu se faire en présence de tous les propriétaires, de la famille de l'architecte et de ses collaborateurs⁴².

Fig. 16

Bouillargues (Gard), villa Paule Pascal

J. Clier © DRAC-CRMH Occitanie

Un repérage global à l'échelle du département

- 31 À partir de 2014, un changement de stratégie dans la politique de labellisation est demandé par la Direction générale des Patrimoines (Service Architecture, Bureau de la promotion de l'architecture et des réseaux), suite aux critiques exprimées par Jean-Paul Midant dans son rapport *Treize mesures + une*⁴³. Il est préconisé de constituer une liste générale balayant toute la région et tout le siècle afin de ne pas passer à côté d'édifices qui auraient un intérêt majeur, et de se prémunir de possibles démolitions qu'on aurait pu éviter par une connaissance plus complète du corpus. Afin de conjuguer deux approches et de poursuivre le partenariat avec le CAUE du Gard, la Drac a financé en 2014 une étude sur l'œuvre de Joseph Massota, confiée à Claire Champetier, tandis qu'une étude de repérage global de l'architecture du XX^e siècle dans le Gard⁴⁴ est financée par la Direction générale des Patrimoines et par la CRMH⁴⁵. Ce double recensement permettait d'encadrer la sélection d'édifices de Joseph Massota proposée par Anne-Marie Llanta pour la labellisation.
- 32 Cette étude raisonnée a permis la labellisation dès 2015 d'édifices représentatifs de toutes les typologies. Le patrimoine industriel, bien étudié par l'Inventaire général du patrimoine, a sciemment été écarté, du fait de l'activité des sites industriels. La chargée d'études Florence Marciano avait abouti à un corpus de 250 ensembles urbains ou édifices (déjà labellisés compris). Dans un premier temps, il a paru judicieux de se consacrer aux années 1950-1985, le recul nécessaire manquant pour juger de l'intérêt à long terme des constructions du dernier quart du XX^e siècle, d'autant que certains architectes membres

du groupe de travail étaient mentionnés plusieurs fois dans le repérage. L'étude a conduit à de réelles découvertes : des œuvres d'architectes très connus comme Guillaume Gillet (fig. 17), Pierre Vago (fig. 18), Henri Mouette ou Ernest-Ferdinand Chabanne n'avaient pas encore été signalées à l'attention des amateurs d'architecture. Elle a aussi confirmé l'importance de Joseph Massota, beaucoup publié et dont les réalisations ont connu peu de modifications.

Fig. 17

Saint-Gilles (Gard), château d'eau de La Demoiselle, Guillaume Gillet pour BRL (concours lancé par Philippe Lamour)

M. François © DRAC-CRMH Occitanie

Fig. 18

Beaucaire (Gard), groupe scolaire Puech Cabrier construit par Pierre Vago à partir de 1965

M. François © DRAC-CRMH Occitanie

- 33 Sur les 150 occurrences datant de 1950-1985, vingt-deux édifices sélectionnés ont fait l'objet de notices historiques et descriptives détaillées. Finalement, la CRPS du 18 décembre 2015 a labellisé seize réalisations dont un ensemble urbain⁴⁶. Parmi ces édifices, huit œuvres de Massota ont été retenues, notamment des édifices publics, dont le lycée agricole de Rodilhan, la mairie Prim d'Alès (ancien Crédit agricole), le domaine de l'Espiguette (maison des vins) au Grau-du-Roi, le restaurant universitaire Saint-Césaire à Nîmes ou le centre de formation et promotion agricole à Bagnols-sur-Cèze (fig. 19). Symboles du développement agricole de la région dans les années 1960, quatre châteaux d'eau de la compagnie nationale du Bas Rhône et du Languedoc (BRL), construits par Guillaume Gillet, ont également été retenus, ainsi que la station de Port Camargue au Grau-du-Roi (fig. 20)⁴⁷, l'école prototype de Saint-Dionisy, le groupe scolaire Puech Cabrier de Beaucaire, la cité scolaire André-Chamson au Vigan⁴⁸, enfin des constructions privées (Les terrasses sous les pins à Villeneuve-lez-Avignon et des villas du lotissement La Garrigue à Castillon-du-Gard).

Fig. 19

Bagnols-sur-Cèze (Gard), ancien foyer de progrès agricole, Joseph Massota, 1962
M. François © DRAC-CRMH Occitanie

Fig. 20

Le Grau-du-Roi (Gard), Port Camargue, capitainerie, Jean Balladur, 1973
J. Clier © DRAC-CRMH Occitanie

- 34 Cette politique de labellisations progressives et ciblées a été accompagnée par une politique de sensibilisation et de publications locales et par la création d'un événement annuel, le Mois de l'architecture, né en 2013 en Languedoc-Roussillon, en lien avec le réseau de l'architecture en région (écoles d'architecture, ordre des architectes, maisons de l'architecture, union régionale des CAUE et associations de valorisation de l'architecture contemporaine). La Drac Occitanie propose par ailleurs un programme de films et de conférences sur l'architecture du XX^e siècle (annoncé sur son site internet) sur Férid Muchir, Joseph Massota, le Panrama, Marcel Bernard... Enfin, après le succès de la dernière campagne, une étude globale de même type que celle conduite dans le Gard est en cours dans l'Hérault afin d'identifier les édifices de la seconde moitié du XX^e siècle susceptibles de recevoir la nouvelle labellisation « Architecture contemporaine remarquable » dès cette année.

Midi-Pyrénées : des enjeux de connaissance

- 35 Après plusieurs labellisations ponctuelles d'édifices du XX^e siècle protégés au titre des monuments historiques (quatre édifices bénéficient du seul label, attribué en 2005), la Drac Midi-Pyrénées a souhaité créer une nouvelle dynamique. La question du recensement s'est posée au premier chef. En effet, les publications consacrées à la production architecturale du siècle dernier, en faible nombre, se concentraient sur Toulouse et quelques territoires sur lesquels des associations ou des CAUE étaient particulièrement actifs, laissant ainsi en friche la majeure partie de la région, situation dont le rapport *Treize mesures + une* s'est fait l'écho. Également touchées par les rapides mutations, les productions locales disparaissaient sans même avoir révélé le nom de leur auteur, tombé dans l'oubli.
- 36 Pour connaître le corpus concerné, la Drac a choisi de commander une étude, inédite à l'échelle de la région, portant sur l'inventaire de la production architecturale et urbaine la plus significative du XX^e siècle et visant à récolter la documentation, recenser les édifices, identifier les acteurs, caractériser les territoires, mettre en perspective la production locale au regard de la création nationale voire internationale. Choisie au printemps 2012, l'équipe était composée de Laura Girard et Jean-Loup Marfaing autour du mandataire architecte du patrimoine et professeur à l'ENSA de Toulouse Rémi Papillault. Son action a été encadrée par un large groupe de travail piloté par le conseiller architecture de la Drac, réunissant autour du correspondant label et de plusieurs agents de la CRMH, les acteurs institutionnels et associatifs locaux du patrimoine du XX^e siècle.
- 37 Au dépouillement bibliographique ont succédé la connaissance du terrain et la production de fiches, établies selon les normes de l'Inventaire général. Les immeubles ont été répartis en trois catégories, donnant lieu à trois types de fiches. Pour les édifices repérés, la fiche présente l'immeuble dont les qualités seront à évaluer dans une approche thématique (fig. 21). Pour les édifices remarquables, la fiche comporte en sus une description et une iconographie (fig. 22). Enfin, les édifices exceptionnels bénéficient de recherches en archives, d'une notice détaillée remplaçant l'œuvre dans son contexte et de visites (fig. 23).

Fig. 21

INVENTAIRE d'ARCHITECTURE DU XX ^e siècle EN MIDI-PYRENEES	
DRAC MIDI-PYRENEES	
Nom	Dalle et parc de stationnement
Ville	Toulouse
Département	Haute-Garonne (31)
Adresse	Reynerie; rue Erik Satie
Date de construction	Typologie Génie civil
Maîtres d'œuvre	CANDILIS Georges, JOSIC Alexis, WOODS Shadrach (architectes)
Maître d'ouvrage	
Sources	CAUE 31. Toulouse 45-75. Portet-sur-Garonne : Editions Loubatières, 2009 (biographie)
Protection actuelle	☐ Classé MH ☐ Inscrit MH ☐ Site classé ☐ Site inscrit ☐ Label XXe ☐ PSMV ☐ ZPPAUP ☐ AVAP ☐ PLU

AARP 11 rue Pargaminières 31000 TOULOUSE	

Exemple de fiche d'immeuble repéré. Tiré de l'étude confiée à Rémi Papillault par la Drac Midi-Pyrénées, 2015

Fig. 22

Office National des Forêts, Saint-Gaudens	
LOCALISATION Ville : Saint-Gaudens Adresse : 262 Route de Landorthe Ref. Cadastre : 31000AX316; 317 Département : Haute-Garonne (31) Date fiche : 06/02/2014 Mise à jour : Coordonnées : 43.11469606 GPS : 0.74489889 Propriétaire/affiliataire : ONF Service interdépartemental du Gers et de la Date visite : 08/08/2014	
DATATION ET ACTEURS Date du PC : Date de construction : 1996 Dates de modification : Maîtres d'œuvre : Almuéver Fabrique d'architecture: ALMUÉVER Josph (architecte); LEFEBVRE Christian (architecte) M. d'œuvre associés : Artistes associés : Entreprises : Maître d'ouvrage : Office National des Forêts	
TYPLOGIE ET MATERIAUTE Typologies d'origine : Architecture civile publique Contexte : ☐ Centre ancien ☐ Faubourg ☐ Grand ensemble ☐ Banlieue ☐ Suburbain ☒ Village ☐ Montagne ☐ Campagne Nb Niveaux : R+1 Matériaux façades : ☐ Béton brut ☐ Béton prêts ☒ Métal ☐ Mur rideau ☐ Pate de verre ☐ Enduit ☐ Pierre ☒ Bole ☐ Brique ☐ Autres Toiture : ☒ Terrasse ☐ Double pente ☐ Simple pente ☐ Multi-pente ☐ Autres Matériaux couverture : ☐ Tuiles ☐ Métallique ☐ Verre ☐ Pierre ☐ Bitume ☐ Dallage ☐ Béton ☐ Végétale ☐ Autre Etat sanitaire : ☐ Excellent ☒ Bon ☐ Mauvais Pathologies apparentes : ☐ Façade ☐ Toiture ☐ Ouverture ☐ Fondations Modification : ☒ Entretien courant ☐ Restauration ☐ Extension ☐ Surélévation ☐ Habillage ☐ Démolition partielle ☐ Démolition totale Décor et Mobilier :	
PROTECTIONS Protection actuelle : ☐ Classé MH ☐ Inscrit MH ☐ Site classé ☐ Site inscrit ☐ Label XXe ☐ PSMV ☐ ZPPAUP ☐ AVAP ☐ PLU	
SOURCES ET NOTICES Bibliographie : CAUE 31. Du conseil à l'ouvrage, trente réalisations dans les communes de la Haute-Garonne (1996-2003), Toulouse, 2004, p.58-59	
Notice : "Opération stratégique pour l'ONF puisqu'il s'agissait d'implanter des bureaux au plus près des secteurs forestiers du Comminges et de donner une image contemporaine de l'utilisation du bois en construction au travers d'un programme institutionnel. Sur ce programme très fonctionnel, l'interprétation des trois invités à concourir, restait un exercice périlleux: radicalisme affirmé, technicisme, symbolisme ou autres déclinaisons ont fait l'objet d'un débat intense au sein du personnel. La banalité du site, zone périphérique pavillonnaire, excluait toute approche contextuelle, urbaine et architecturale. L'attrait du projet lauréat, en dehors de sa réponse technique et fonctionnelle, réside dans son rapport d'échelle et dans sa situation singulière ouvrant une perspective sur les Pyrénées, bien au-delà de sa situation dans la ville. La volumétrie souple des deux éléments jumelés suggère plus qu'elle ne figure et décline une technicité innovante sans effet superfu; les cadrages de vues, les courbes de circulation et l'éventail des partitions accentuent l'effet évassé et entretiennent un rapport visuel constant, intérieur-extérieur."	
Plan de situation : Vue principale : Droits photos : ☐ Libre ☐ Réservé ☒ AARP ☐ Dieuzède ☐ Partenaires ☐ Autres	
AARP. 11 rue Pargaminières, 31000 Toulouse, 05 61 33 00 59. aarp@atelier-rp.org	

Exemple de fiche d'immeuble remarquable. Tiré de l'étude confiée à Rémi Papillault par la Drac Midi-Pyrénées, 2015

Fig. 23

Patrimoine du XX^e siècle en Région Midi-Pyrénées

Institut d'optique électronique, Toulouse 1959

Localisation Haute-Garonne (31) / Toulouse // rue Jeanne Marvig

Programme Architecture de culture, recherche, sport et loisirs **Cadastre** 310536AC70

Commanditaire CNRS **GPS** 43.57069310

Maîtres d'œuvre MONTAGNE Camille (architecte) **14833529**

Contexte
L'institut d'optique électronique se situe dans le quartier Sautoulong, au bord du Canal du Midi, reconnaissable par sa forme sphérique. Sous l'impulsion du prix Nobel de chimie de Paul Sabatier en 1912, Toulouse rassemble Instituts et écoles nationales du Midi de la France (l'école d'électronique (ENSEEINT), l'institut de génie chimique, etc) et après 1945, le CNRS est créé. En 1955 est octroyée la construction de l'institut d'optique électronique selon le projet l'architecte Camille Montagne, sous la direction du professeur Gaston Dupouy. A cette époque, il abrite le plus grand microscope du monde qui a permis la première observation de la vie et la reproduction des bactéries.
En déplacement dans le Sud-ouest entre le 14 et 19 février 1959, le président de la république Charles de Gaulle a visité le laboratoire, ainsi que plusieurs installations scientifiques, tel que Sud Aviation et l'école d'agriculture, et la cité universitaire Daniel Faucher. S'en suit, au début des années 1960, la construction d'un centre académique et universitaire scientifique sur le site de Rangueil.

Le Maître d'œuvre
Camille Montagné (Dougny 1907 - Paris 1961) fait ses études à l'école des Beaux-arts de Toulouse, puis de Paris. Premier Grand Prix de Rome en 1932, architecte des Bâtiments civils et Palais Nationaux, il réalise de nombreux équipements scolaires à Toulouse et dans la région Midi-Pyrénées, tel que le lycée pilote Bellevue à Rangueil et il est l'architecte d'opération du bâtiment de l'INSA.

L'édifice
Le programme comprend la construction d'un laboratoire à très haute tension accueillant un accélérateur d'électrons de 1.500.000 volts et un microscope électronique.
Pour accueillir ce microscope, la forme sphérique, choisie par l'architecte parmi les trois formes simples que sont la sphère, le cube et le parallélépipède rectangle carré, et validée par les scientifiques, correspond à la forme la plus adaptée économiquement à l'entretien et à l'exploitation de cette commande.
Le volume de la sphère est issu des rayons de sécurité à observer autour de l'accélérateur, à partir des coupelles. Le diamètre de la sphère est ainsi de 26 mètres. Le volume repose sur un anneau de base, qui constitue ses seuls points d'appui, et sa hauteur est de 23 mètres hors sol.
L'ossature est faite de méridiens et de parallèles dans l'enveloppe même de la sphère. Elle est recouverte à l'extérieur d'une tôle d'acier Martin de 4 à 8 millimètres et à l'intérieur d'une tôle d'aluminium monté de 1,5 millimètre. L'isolation en laine de verre s'intercale entre les tôle. L'épaisseur de l'enveloppe est de 104 millimètres et son poids total est de 120 tonnes environ. Deux volumes bas, un au Nord et un autre au Sud, entourent la sphère. L'un, largement détaché, constitue le bloc climatisation. L'autre, au Sud, est affecté aux laboratoires extérieurs et bureaux, et vient en pénétration dans la sphère, permettant notamment l'accès à la cabine du microscope. Des contreforts mobiles lient ce volume extérieur à la sphère, permettant son mouvement perpétuel. Ils sont constitués d'une couronne fixe, d'une partie mobile et d'un appui mobile sur rouleau d'acier. La mise en place de rouleaux d'acier permet la libre circulation de l'enveloppe et le mouvement perpétuel de la sphère. Tous les éléments de l'infrastructure sont indépendants les uns des autres, par des joints de rupture très marqués, en raison des tensions et des vibrations qui se développent lors d'une expérience.

Actualité
Le bâtiment est en état d'origine.

Intérêts
L'intérêt patrimonial de cette réalisation réside en qualités techniques et de progrès scientifique. Avec la soufflerie de Baniève, et les bâtiments du Pri du Midi, ce bâtiment est un des rares consacrés à la recherche scientifique construit au XX^e siècle à adopter une forme expressive. Camille Montagné, grand prix de Rome de 1932, lors de sa courte carrière, a réalisé quelques bâtiments d'échelle importante mais c'est celui-ci qui semble représenter son travail aux yeux du grand public.

Sources
Archives AMT non trouvée
CAUSE 31, ENSA Toulouse, "Toulouse 1920-1940, la ville et ses architectes", éditions Ombres, Toulouse, 1991
CAUSE 31, Toulouse 45-75, Portes-sun-Garonne - Editions Loubatières, 2009 (biographie)
L'Architecture d'Aujourd'hui, Laboratoire sphérique pour accélérateur d'électrons à Toulouse, n°95 avril-mai 1961, p.22

Textes AARP Février 2015

L'institut d'optique électronique aujourd'hui (AARP 2015)

L'institut aujourd'hui (AARP 2015)

Le chantier (AA n°95, 1961)

Plans (AA n°95, 1961)

Coupe sur le laboratoire (AA n°95, 1961)

Exemple de fiche d'immeuble exceptionnel. Tiré de l'étude confiée à Rémi Papillault par la Drac Midi-Pyrénées, 2015

- 38 Au total, dix-huit mois d'étude ont permis de repérer 2 343 édifices, dont cent pourraient faire l'objet d'un intérêt immédiat de la Drac, en vue d'une labellisation, voire d'une protection au titre des monuments historiques (fig. 24, 25). Le groupe de travail a enrichi la réflexion des chargés d'études, validé leurs propositions, orienté leurs choix. On a ainsi renoncé à une connaissance exhaustive des productions de ce siècle et au dépouillement systématique des archives. Les critères proposés par les chargés d'étude et validés par le groupe de travail portaient sur les qualités architecturale, historique, artistique, technique, sociale, l'attribution (place de l'œuvre étudiée dans la production de l'architecte), l'état sanitaire. Ainsi les édifices en danger ont-ils été également signalés à l'attention de l'administration.

Fig. 24

Vigoulet-Auzil (Haute-Garonne), Villa Moussion, Paul Gardia, Maurice Zavagno, 1969-1972
© R. Papillault

Fig. 25

Bagnères-de-Bigorre (Hautes-Pyrénées), Observatoire du Pic du Midi de Bigorre ; Pierre Debeaux, 1957
© R. Papillault

- 39 L'étude offre un vivier d'œuvres dont la labellisation et la protection pourront être programmées par étapes, selon la méthodologie choisie. Quarante-trois édifices couvrant le siècle et appartenant à plusieurs catégories architecturales ont été présentés aux membres de la CRPS en 2016. Une seconde liste d'édifices sera proposée en 2019, finalisant l'opération de labellisation de la centaine de constructions exceptionnelles sélectionnées. Les édifices ont été présentés par typologies⁴⁹. La publication d'un guide régional a été commandée par la Drac à Rémi Papillault⁵⁰, pour montrer l'ensemble des édifices retenus par le groupe de travail en vue d'une labellisation (fig. 26).

Fig. 26

Couverture du *Guide d'architecture du XXe siècle en Midi toulousain*

© DRAC-CRMH Occitanie

- 40 D'autres actions sont envisagées, en faveur du grand public (cycle de conférences, visites, expositions itinérantes, actions d'éducation artistique et culturelle) ou d'un public d'experts par le biais d'un colloque.

Conclusion

- 41 Les exemples croisés de ces trois régions sont riches de multiples enseignements. Ils nous montrent tout d'abord l'intérêt de ce dispositif, qui n'avait pas eu l'heur d'emporter l'adhésion immédiate des services des monuments historiques et de l'architecture de plus d'une région. L'abondance des manifestations, publications, communications produites à l'occasion des labellisations témoigne de la justesse de l'approche proposée par la recommandation européenne et sa déclinaison nationale : pour ce dispositif non contraignant, la valorisation est une action essentielle pour diffuser la connaissance et

attirer l'attention du grand public comme des édiles sur ces réalisations. Le label a enclenché le cercle vertueux de la reconnaissance d'architectes, de la sensibilisation de propriétaires, de la préservation de fonds d'archives, et, sans doute, d'une meilleure préservation de cette architecture⁵¹.

- 42 Concernant la méthodologie, on remarque que les approches de ces trois régions ont été guidées à la fois par leur connaissance des corpus mais aussi l'abondance et la qualité de ces derniers. Comme on pouvait s'en douter, la nécessité de réaliser des inventaires et de mettre en place une critériologie est patente. Le choix de l'approche thématique semble à première vue le plus pertinent. Par les comparaisons qu'elle induit, la thématique permet en effet de produire des critères qui sont autant d'arguments de sélection à présenter aux membres des commissions. Cependant, les inventaires généralistes réalisés à l'échelle départementale dans le Gard et l'Hérault et à l'échelle régionale en Midi-Pyrénées présentent également de nombreux avantages, en ce qu'ils ont permis de mettre en lumière des lieux et architectes jusqu'alors peu connus, que les sélections thématiques n'auraient pas révélé de sitôt.
- 43 Enfin, l'expérience d'attribution de label révèle, dans les territoires cités, que la frontière est parfois mince entre label et protection. Si pour certains édifices présentés en vue de l'attribution du label, les membres des commissions optent pour une protection au titre des monuments historiques, c'est cependant bien la méthode raisonnée d'inventaire et de sélection, induite par le label, qui permet de les porter à notre connaissance. Au final, l'architecture contemporaine dans son ensemble y gagne, entrant par pans entiers dans le champ non plus de la création mais du patrimoine et donc de sa sauvegarde. Enfin, par la labellisation, l'occasion est donnée aux services des monuments historiques de proposer des actions de préservation (label ou protection) et pas seulement de répondre aux demandes qui leur sont adressées.
- 44 La transformation du label « Patrimoine du XX^e siècle » en label « Architecture contemporaine remarquable » (ACR) par la loi LCAP du 7 juillet 2016 a récemment fait évoluer les approches méthodologiques de ces régions et renouvelé leurs pratiques. Les dispositions du label ACR introduisent la nécessité de prévenir l'administration en cas de transformation de l'édifice labellisé et la caducité du label dès lors que l'immeuble a plus de cent ans. Le positionnement du label relativement au monument historique connaît ainsi une évolution que les services et les membres des commissions se doivent de prendre en compte. Il ne semble pas cependant que les méthodologies de sélection en soient bouleversées. L'enjeu est double pour les régions fusionnées qui font face à la fois à l'hétérogénéité de leurs pratiques, qui devront être harmonisées, et aux attendus de ce nouveau label. Les échanges du premier groupe de travail « fusionné » seront l'occasion de faire émerger ce nouveau champ patrimonial commun⁵².

NOTES

1. - Une première circulaire du 18 juin 1999 pose les principes de reconnaissance du patrimoine du XX^e siècle ; les circulaires du 25 octobre 1999 puis du 1^{er} mars 2001 définissent les modalités

d'attribution du label. Elles font suite à la recommandation R (91) 13 du comité des ministres du conseil de l'Europe aux états membres relative à la protection du patrimoine architectural du XX^e siècle adoptée le 9 septembre 1991. Pour un historique de la mise en place du label « Patrimoine du XX^e siècle », on se reportera utilement à HOTTIN, Christian. « Genèse, implantation et remises en question du label Patrimoine du 20^e siècle ». *Vingtième siècle, revue d'histoire*, 2018/1, 137, p. 99. Pour un bilan national : DUHAU, Isabelle. « Patrimoine du XX^e siècle - 2000-2015, bilan de 15 ans de labellisation ». *Carnet de recherches du Comité d'histoire du ministère de la culture sur les politiques, les institutions et les pratiques culturelles*.

2. - Recommandation R (91) 13.

3. - Circulaire du 1^{er} mars 2001.

4. - La première circulaire (1999) disposait que les immeubles du XX^e siècle protégés au titre des monuments historiques, ainsi que ceux se trouvant dans les zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) se voyaient *de facto* attribuer le label Patrimoine du XX^e siècle.

5. - Midi-Pyrénées et Languedoc-Roussillon forment l'Occitanie depuis la fusion des régions en 2016.

6. - La question des critères de sélection a été débattue à la lumière de l'expérience de la labellisation en Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA), notamment de l'excellent travail mené par Sylvie Denante, chargée de mission patrimoine du XX^e siècle en Drac PACA. Cf. DENANTE, Sylvie. « Le label « Patrimoine du XX^e siècle » en région Provence-Alpes-Côte d'Azur », *Monumental*, 2009, semestriel 2, p. 36-37.

7. - Composée d'environ un tiers de ses membres, la délégation permanente est une émanation de la CRPS. Elle permet de faire une première présentation des demandes de protection pour retenir ceux dont l'instruction peut être poursuivie.

8. - Pour les ensembles de logements : exposition « 1945-1975. Une histoire de l'habitat. 40 ensembles « Patrimoine du XX^e siècle » organisée par la Drac et tenue en 2010 à l'ENSA Paris-Belleville ; publication : ÎLE-DE-FRANCE, Drac. 1945-1975. *Une histoire de l'habitat. 40 ensembles « Patrimoine du XX^e siècle »*. Coord. scientifique : Valérie Gaudard, Florence Margo-Schwoebel, Benoît Pouvreau. Paris, Beaux-Arts éditions, 2010 ; journée d'études organisée par la Drac et l'ENSA Paris-Belleville le 25 novembre 2010 à l'ENSA Paris-Belleville. Pour les édifices culturels : ÎLE-DE-FRANCE, Drac. 1905-2000. *Les édifices religieux du XX^e siècle en Île-de-France. 75 lieux de culte « Patrimoine du XX^e siècle »*. Coord. scientifique : Claire Vignes-Dumas, Paris, Beaux-Arts éditions, 2013 ; journée d'études organisée par le Drac et l'ENSA Paris-Belleville le 22 mai 2013 à l'ENSA Paris-Belleville.

9. - Pour une synthèse de l'action menée sur les ensembles de logements : GAUDARD, Valérie, MARGO-SCHWOEBEL, Florence. « Les ensembles de logement en Île-de-France ». *Monumental*, 2009, semestriel 2, p. 40.

10. - Note méthodologique « Étude du patrimoine du XX^e siècle de la métropole du Grand Paris », La manufacture du patrimoine, 10 mars 2016, Drac Île-de-France.

11. - La loi relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine (LCAP) promulguée le 7 juillet 2016 substitue le label « Architecture contemporaine remarquable » au label « Patrimoine du XX^e siècle ».

12. - Introduite par la loi relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine (LCAP) promulguée le 7 juillet 2016, la commission régionale du patrimoine et de l'architecture (CRPA) a remplacé la commission régionale du patrimoine et des sites (CRPS).

13. - Valérie Gaudard remercie vivement Mmes Agnès Chauvin, cheffe du bureau de la protection, et Marianne Mercier, chargée de la protection, à la conservation régionale des monuments historiques de la Drac Île-de-France, pour leurs informations concernant le label dans cette région depuis 2011.

14. - La Poste Art Nouveau de Tuchan, l'hôtel du Belvédère à Cerbère.

15. - Certains construits vers 1900 relèvent davantage d'une esthétique encore XIX^e comme la villa Las Indis à Arles-sur-Tech, la Villa Laurens à Agde, l'ancien cinéma Pathé à Montpellier ou celui du Castillet à Perpignan.
16. - Le 3 octobre 2001, une CRPS dédiée a examiné onze propositions de protection, dont deux seulement ont été rejetées.
17. - Monument inscrit MH en 2009 Toujours à Odeillo, un petit collectif de maisons solaires, initiative privée de trois chercheurs pour démontrer l'intérêt du mur capteur-accumulateur de chaleur dit « mur Trombe », construit en 1974 avec l'aide de l'architecte Jacques Michel, a valeur de première démonstration en France du solaire passif (IMH 2011). À partir du même système, un architecte de talent, Armand Pellier, a créé une villa aux lignes audacieuses à Lédénon dans le Gard (IMH 2011).
18. - Cet édifice est exceptionnel par le renouvellement de la conception du logement social et par la notoriété de ses auteurs, Jean Nouvel ayant reçu le prix Pritzker en 2008 et Jean-Marc Ibos, le grand prix national de l'architecture en 2016.
19. - Laissez-vous conter Nemausus, premier édifice en Languedoc-Roussillon à avoir reçu le label Patrimoine XX^e siècle et construit par Jean Nouvel et Jean-Marc Ibos.
20. - LANGUEDOC-ROUSSILLON, Drac. *Jean Balladur et la Grande-Motte, l'architecte d'une ville*. Montpellier, collection DUO, 2010. Réd. : Michèle François.
21. - Sujet de sa thèse d'habilitation à diriger des recherches (HDR) soutenue en novembre 2001 : *La ville de loisirs du plus grand nombre, les unités touristiques du littoral du Languedoc-Roussillon (1963-1982), aménagement du territoire, urbanisme, architecture et patrimoine*.
22. - À l'exclusion des stations construites sous l'égide de la Chambre de commerce et d'industrie de Nîmes pour Port-Camargue ou de son maire pour Saint-Cyprien. Le décès en août 2011 de Pierre Racine, a été l'occasion de rendre hommage à celui qui est responsable au plus haut niveau de l'aménagement du littoral languedocien. Conseiller d'État, directeur de l'ENA de 1969 à 1975, Pierre Racine dirige à partir de 1963 la Mission intergouvernementale qui porte son nom. Il a rassemblé autour de lui une équipe d'architectes, dont Georges Candilis, Jean Balladur et Jean Le Couteur, avec pour objectif de créer 500 000 lits touristiques pour l'accueil d'un million d'estivants sur des unités touristiques séparées entre elles par des espaces interdits à l'urbanisation. Pierre Racine a orchestré la naissance de stations balnéaires qui sont chacune des créations urbaines et architecturales variées, puisque l'idée était d'offrir des espaces de détente et de loisirs aux ambiances aussi différentes et dépaysantes que possible, au « plus grand nombre de Français ».
23. - Remise de la plaque à la Ville d'Agde le 16 septembre 2011.
24. - L'urbanisation a eu pour souci l'harmonie avec la nature et la réinvention du village traditionnel. L'unité est donnée ici par les toitures en voûtains destinées à adoucir les lignes des immeubles, à rappeler les reliefs arrondis de la Clape et des pechs voisins mais aussi à faire « voyager » par l'imagination vers l'autre rive de la Méditerranée.
25. - Pose de la plaque le 1^{er} septembre 2012, suivie d'une conférence de Jean-François Pinchon.
26. - Les VVF des Carrats et des Rives des Corbières commandés par les caisses d'allocations familiales sont en effet une des caractéristiques de l'habitat de loisirs à vocation sociale voulue par la Mission Racine et une spécialité de l'architecte « du plus grand nombre ». Le « village grec » est quant à lui typique de la pratique architecturale de Candilis sur le principe des maisons-patios, avec la juxtaposition d'unités d'habitation articulées autour de placettes et de circulations plantées.
27. - CRPS du 22 mars 2011, plaque remise pour les JEP 2011, en présence de l'architecte Jaulmes, et parution d'un ouvrage : LANGUEDOC-ROUSSILLON, Drac. *Le campus de la faculté des Lettres et Sciences humaines de Montpellier, une création architecturale et artistique des années 1960*. Collection DUO, 2012. Réd. : Yvon Comte, Hélène Palouzié, Jean-François Pinchon.

28. - « Jaulmes-Deshons, trente ans d'architecture à Montpellier », coordination Martine Lieutaud, préface François Fontès, *Cahiers La Fenêtre*, n°3, décembre 2016.
29. - L'implantation du site technique d'importance nationale du Centre d'Énergie Atomique (CEA) à Marcoule a eu un impact très fort sur l'économie régionale et s'est accompagnée de la création à Bagnols-sur-Cèze d'une petite ville nouvelle, adossée au bourg ancien pour loger les employés du CEA avec des programmes locatifs très soignés comme le quartier des Escanoux ou le lotissement des villas pour les cadres, autour d'équipements culturels, sportifs et scolaires.
30. - LANGUEDOC-ROUSSILLON. Inventaire général. *Caves coopératives en Languedoc Roussillon*. Éditions Lieux-Dits, 2010. Réd. : Geneviève Gavignaud-Fontaine, Jean-Louis Vayssettes, Jean-Michel Sauget et al.
31. - La première coopérative de vinification voit le jour en 1905, dans l'Hérault, à Maraussan. Elle est protégée au titre des monuments historiques.
32. - Aude : caves de Coursan, Fleury, Lézignan-Corbières, Montlaur, Ouveillan, Saint-Nazaire-d'Aude, Villeneuve-les-Corbières ; Gard : caves d'Aigues-Vives, Aubais, Canaules-et-Argentières, Domessargues, Saint-Christol-lès-Alès, Souvignargues, Gallician à Vauvert, Vergèze ; Pyrénées-Orientales : caves de Maury et de Rivesaltes.
33. - Cette architecture avec une forte dominante de l'Art Déco a fait l'objet d'une étude d'inventaire selon une convention avec la Ville de Perpignan. Les chercheurs Thierry Lochard et Lisabelle Planiez ont publié un article faisant le point sur leur travail (LOCHARD, Thierry ; PAGNIEZ, Lisabelle. « L'architecture privée à Perpignan, 1900-1950 : de l'esthétique « Beaux-Arts » au pittoresque moderne ». *In Situ*, revue des patrimoines, N° 6, 2005. Une fois l'enceinte bastionnée renforcée par Vauban, qui constituait une entrave à l'urbanisation de la ville, déclassée en 1901 et les terrains militaires vendus en 1904, des lotissements sont entrepris, au nord de la ville tout d'abord, au sud de la citadelle ensuite. Les caractéristiques urbaines restent les mêmes dans les différents quartiers : forte régularité parcellaire inspirée de la tradition haussmannienne, caractère urbain manifeste et grande cohérence.
34. - Sont labellisés huit édifices isolés dont les créateurs sont des figures majeures de la vie architecturale perpignanaise : depuis le manifeste de modernité que Raoul Castan pose en 1925 au-dessus d'une tour des remparts (atelier Bausil, au 41, rue François Rabelais) jusqu'à la villa Espel conçue par Maurice Abelanet en 1965, en passant par des œuvres de Férid Muchir aussi différentes que l'immeuble du Monoprix ou la petite maison de ville du 14, rue du Jardin d'Enfants (examen par la CRPS du 9 décembre 2014 et validation pour décision préfectorale du 20 janvier 2015).
35. - Il n'y a pas eu de poses de plaques individualisées mais intégration du logo Label XX^e dans les panneaux explicatifs par quartier ; seuls les édifices isolés ont reçu une plaque individuelle.
36. - Deux publications à destination des adultes et des enfants ont été éditées pour l'occasion : LANGUEDOC-ROUSSILLON, Drac. *Perpignan, le label « Patrimoine du XX^e siècle »*. Collection DUO ; 2015. Réd. : Thierry Lochard, Esteban Castañer Muñoz, Michèle François, et : LANGUEDOC-ROUSSILLON, Drac. *Le quartier des remparts Nord de Perpignan. Un patrimoine du XX^e siècle*. Collection DUO découverte-jeux, 2015. Réd. Florence Gripon, Carine Durand.
37. - En 1995, le CAUE du Gard avait réalisé une exposition accompagnée d'un catalogue et d'une vidéo. Grâce aux interviews de leurs proches collaborateurs, aux articles parus dans la presse et à la documentation rassemblée par le CAUE, un catalogue de leur œuvre a pu être dressé avec de nombreuses photos et certains plans ou esquisses. Cf. également : Llanta, Anne-Marie. *Armand Pellier (1910-1989), portrait d'un artiste et architecte d'exception*. Catalogue d'exposition, Nîmes, chapelle des Jésuites, 2010.
38. - Selon la liste établie par la Maison des Compagnons de Nîmes, cent constructions d'Armand Pellier ont été localisées : 81 dans le Gard, 6 dans l'Hérault, 8 chantiers dans les Bouches du Rhône.

39. - L'œuvre d'Armand Pellier, sculpteur et architecte est remarquable par son emploi conjoint du béton brut et de la pierre dorée des carrières du Pont du Gard.
40. - CRPS des 22 mars 2011 et 9 décembre 2014.
41. - Nîmes : 2 bis rue Agrippa maison Pellier 1952 ; Nîmes 3 rue Adrien atelier Pellier 1963, Vauvert route des Étangs foyer de Gallician 1958, Nîmes maison des Compagnons 1968 ; Milhaud 3 rue du Moulin à vent villa Costabel 1962 ; Nîmes 62 impasse Château Silhol villa Roche, 1969 (IMH 20 septembre 2011) ; Bouillargues chemin des canaux villa Paule Pascal 1972 ; Aigues-Mortes 27 rue Rouget de Lisle maison Moulin 1974 ; Lédénon Les Garrigues basses villa Gosselin 1976 (IMH 27 juin 2011) ; Nîmes la Tuilerie villa Comte 1977 ; Nîmes la Tuilerie villa Serres 1989.
42. - LANGUEDOC-ROUSSILLON, Drac/CAUE du Gard. *Armand Pellier architecte : de la pierre du Pont du Gard à la modernité*. 2012, collection DUO. Réd. : Anne-Marie Llanta, Josette Clier, Michèle François.
43. - ENSA PARIS-BELLEVILLE. Laboratoire UMR/IPRAUS. *Treize mesures + une pour relancer le label Patrimoine du XXe siècle*. Paris, ministère de la Culture et de la Communication, direction générale des patrimoines, service de l'architecture, sous-direction de l'architecture, de la qualité de la construction et du cadre de vie, bureau de la promotion de l'architecture et des réseaux, 2012. Dir. : Jean-Michel Ausser ; Jean-Paul Léger ; Jean-Paul Midant (dir.).
44. - Étude de repérage réalisée par la Drac en 2014 et 2015, avec des moyens limités (4000 euros Drac en 2014 et 12000 euros de la SDAQCCV en 2015).
45. - La méthodologie choisie a été un repérage de l'architecture de la seconde moitié du XXe siècle à travers la bibliographie (dépouillement systématique des publications couvrant la période 1945-2000) : ont été retenus les édifices construits et publiés dans les revues nationales ou régionales, mentionnées dans les bases de données du ministère de la Culture et de la Communication et de la Cité de l'architecture et du patrimoine.
46. - Décision officielle du 29 décembre 2015, juste avant la fusion des régions et les modifications du label dues à la loi LCAP. Plaques remises à tous les propriétaires, publics et privés le 20 mai 2016.
47. - La capitainerie, l'ensemble urbain du quai d'honneur et une marina ont été considérés comme représentatifs de l'architecture balnéaire des années 1970.
48. - Œuvres d'architectes reconnus sur le plan national (Claude-Charles Mazet, Pierre Vago, Ernest-Ferdinand Chabanne).
49. - La liste des édifices labellisés en Midi-Pyrénées en 2016 est accessible en ligne.
50. - PAPILLAULT, Rémi (dir.), GIRARD, Laure, MARFAING, Jean-Loup. *Guide d'architecture du XXe siècle en Midi toulousain*. Toulouse, Presses universitaires du Midi, 2016, (Architectures ; 7).
51. - L'étude systématique de l'impact du label XXe siècle sur la préservation des édifices reste, à notre connaissance, à faire. On peut citer l'exemple pionnier de la Frontale de Toulon, Cf. note 6 (DENANTE).
52. - L'état des lieux des édifices labellisés et des actions menées en Occitanie est accessible en ligne.

RÉSUMÉS

Le Label « Patrimoine du XXe siècle » créé en 1999 par le ministère de la Culture et de la Communication a pour but de faire connaître l'architecture de cette période. La comparaison des

labellisations réalisées par les DRAC d'Île-de-France et d'Occitanie (ex Languedoc-Roussillon et de Midi-Pyrénées) montre la variété des méthodes employées pour rendre compte soit de l'importance numérique des édifices remarquables soit de la difficulté à établir ce corpus et de la nécessité de s'appuyer sur les inventaires ou études thématiques ou monographiques. Si l'attribution du label, désormais appelé "Architecture contemporaine remarquable" s'est faite depuis vingt ans de façon très diverse selon les régions, elle est toujours l'occasion de mettre en lumière et de porter à la connaissance du public des œuvres architecturales remarquables, notamment via une augmentation impressionnante des publications de qualité sur l'architecture du XX^e siècle.

The Label «Heritage of the 20th century» created in 1999 by the Ministry of Culture and Communication aims to make the architecture of this period better known. Comparison of the labelings carried out by the Drac of Île-de-France and Occitania (ex Languedoc-Roussillon and Midi-Pyrénées) shows the variety of methods used to report either the numerical importance of remarkable buildings or the difficulty in establishing this corpus and the need to rely on thematic or monographic inventories or studies. Although the label, now known as "Remarkable Contemporary Architecture", has been allocated over the past twenty years with different methods, it is always an opportunity to highlight and bring to the public's attention remarkable architectural works, especially through an impressive increase in quality publications on 20th century architecture.

INDEX

Index géographique : Île-de-France, Occitanie

Mots-clés : architecture du XXe siècle, architecture contemporaine, label patrimonial

Keywords : architecture of the 20th century, contemporary architecture, patrimonial label

AUTEURS

MICHÈLE FRANÇOIS

chargée d'études documentaires, correspondante label architecture contemporaine remarquable, conservation régionale des monuments historiques, Drac Occitanie, site de Montpellier

VALÉRIE GAUDARD

conservatrice régionale des monuments historiques adjointe pour le site de Toulouse, conservation régionale des monuments historiques, Drac Occitanie, site de Toulouse